

La gauche à droite : icebergs à tribord

L'avenir d'une désillusion d'Éric Fassin, Éditions Textuel, 61 p.
Plus noir dans la nuit. La grande grève des mineurs de 1948 de
Dominique Simonnot, Calmann-Lévy, 267 p.

Pierre Popovic

Numéro 250, automne 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/73118ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Popovic, P. (2014). Compte rendu de [La gauche à droite : icebergs à tribord / *L'avenir d'une désillusion* d'Éric Fassin, Éditions Textuel, 61 p. / *Plus noir dans la nuit. La grande grève des mineurs de 1948* de Dominique Simonnot, Calmann-Lévy, 267 p.] *Spirale*, (250), 6–8.



La gauche à droite : icebergs à tribord

PAR PIERRE POPOVIC

L'AVENIR D'UNE DÉSILLUSION

d'Éric Fassin

Éditions Textuel, 61 p.

PLUS NOIR DANS LA NUIT. LA GRANDE GRÈVE DES MINEURS DE 1948

de Dominique Simonnot

Calmann-Lévy, 267 p.

En avril 2014, un éditorial du *Nouvel Observateur* a pour titre « Manuel Valls est-il de gauche ? ». Cette question est un aveu. Comment un hebdomadaire de gauche peut-il se demander si, nommé par un président élu sous la bannière de la gauche, le premier ministre d'un gouvernement tenu de mettre en vigueur un programme de gauche est de gauche ? Cherchez l'erreur. Afin de répondre par l'affirmative, Laurent Joffrin monte une argumentation convenue. Il considère des pays qui ont réussi à traverser « la crise » mieux que les autres en appliquant les recettes du conservatisme néolibéral : coupes draconiennes dans les dépenses publiques, réduction radicale de la dette de l'État dans des délais spartiates, baisses dans les impôts directs, désengagements de l'État, ouverture de services divers à la privatisation, philosophie thatchérienne (*TINA – There is no alternative*), allègement des « charges » et réduction de la fiscalité pour les entreprises, etc. Pour Joffrin, c'est par là qu'il faut passer pour réduire le chômage, diminuer la misère et augmenter le pouvoir d'achat. Et de citer entre autres l'exemple du Canada de Stephen Harper, un progressiste bien connu, avant de conclure sur ce paradoxe de salon : pour obtenir des résultats de gauche, il faut mener une politique de droite. Donc : Manuel Valls est de gauche, C. Q. F. D. De

telles prouesses sophistiquées sont courantes et traduisent la défaite idéologique de ce qu'il est convenu d'appeler « la gauche ». Cette débâcle s'accompagne d'une gestion des affaires calamiteuse. Les « résultats de gauche » qui auraient dû être obtenus par « la politique de droite » menée par « un pouvoir de gauche » ne sont pas là. Au contraire : le chômage atteint des chiffres alarmants, le déficit s'accroît, le pouvoir d'achat décline, les inégalités montent en flèche, les jeunes sont exclus du monde du travail. *Resultado fatal* : « la gauche » va de défaite en défaite aux élections (municipales, européennes). Et pire : les électeurs qu'elle perd vont vers l'extrême droite de Marine Le Pen. Le paysage est d'autant plus morose que la France est une sorte de baromètre idéologique européen. Or, en raison du vide créé par le pouvoir socialiste, le terrain des débats sociaux et poli-

tiques est déterminé par les thèmes, les valeurs, les représentations, les argumentaires de l'extrême droite, la droite elle-même se rapprochant autant qu'elle le



peut de cette dernière et s'en trouvant « décomplexée ». En résulte un climat trouble, irrigué de sentiments de trahison et d'impuissance. Dans cette mouise, nombre de textes affrontent la situation telle qu'elle est et cherchent à trouver des raisons et des moyens d'agir.

REPRENDRE LA MAIN

Gauche : l'avenir d'une désillusion examine la façon dont la gauche a renoncé à ses idéaux de liberté, d'égalité et de justice. Prenant acte que la politique du gouvernement socialiste est d'obédience néolibérale, Éric Fassin montre que l'image de « social-démocrate » affichée par le président Hollande est un faux-semblant. La social-démocratie consistait à « protéger la société des marchés »,

prise en compte de la pénibilité du travail dans la gestion des retraites sont autant d'abjurations qui ont offert la scène politique à l'hégémonie idéologique de la droite.

Selon Fassin, la première chose à faire pour combattre cette défaite idéologique est de « reprendre la main ». Au moins sur l'affaire du « mariage pour tous », écrit-il, le foyer du débat a été choisi par la gauche en accord avec ses idéaux de liberté et d'égalité des droits. L'exemple est à suivre, mais ne pourra donner des fruits que si des enjeux clairs sont présentés aux gens, car il s'agit de refonder « le peuple », non plus comme par le passé sur la base d'un grand récit historique enlevant, mais sur la base de ce que les citoyens dorénavant désirent :

Pour que les mots se convertissent en actions, il faudra des relais, et des passeurs.

le hollandisme, lui, cherche à « protéger les marchés de l'État ». S'il est désormais une hégémonie idéologique de la droite, c'est en raison de semblables reniements qui font par exemple que, depuis une trentaine d'années, la déréglementation des mouvements de capitaux, la préséance de l'actionnariat sur le salariat et la précarisation des emplois n'ont été combattues par la gauche que de façon verbale, de sorte qu'elle ne se distingue de la droite sur ces plans que par un pégueux supplément d'âme. S'est répandue l'idée charmante que, au pouvoir, la gauche frapperait inéluctablement le mur de la réalité; elle annule alors son projet, car elle doit « être responsable », c'est-à-dire faire la même chose que la droite. Éric Fassin combat avec force cette manière consensuelle de voir les choses : elle ne débouche même pas sur le maintien d'un *statu quo* médiocre; elle ouvre une avenue à l'extrême droite et à sa vision du monde. La préservation de la démocratie exige le dissensus et la possibilité d'une alternative crédible. L'abandon de propositions telles que l'arrêt de la politique antidiscriminatoire, l'octroi du droit de vote aux immigrés aux élections locales et la

faire partie intégrante du projet social, être dûment invités et pris en compte dans le débat public. Deux propositions s'ensuivent. D'une part, il est nécessaire de partir d'enquêtes et d'expériences menées sur le terrain, de sorte à faire naître une démocratie participative engageante. D'autre part, les nouvelles technologies sont essentielles : leur potentiel de nuisance (la surveillance et le contrôle social) doit être critiqué, mais elles sont un moyen efficace pour produire un élargissement de la démocratie. La quatrième suggestion est un impératif : éviter tout repli sur soi, mais éviter aussi toute globalisation qui ne viserait pas une internationalisation de la lutte contre les inégalités. Enfin, la cinquième action invite chacun à « se réapproprier un langage détourné ». Quand le mot « intégrer » passe au pronominal « s'intégrer », c'est une fonction dévolue à la société (l'intégration des citoyens et des nouveaux arrivants) qui est transformée en contrainte imposée à des individus (tenus de se mouler dans un cadre normatif) et, remarque Fassin, « tant qu'on continuera de parler, au lieu de "cotisations", de "charges", celles-ci vont immanquablement "peser"; elles paraî-

tront forcément "trop lourdes", et la seule politique raisonnable sera, inévitablement, leur "allègement" ».

UNE ARCHÉOLOGIE DU PRÉSENT

Une autre tâche nécessaire est de sortir du caractère hypnotique du « journal télévisé » (l'effet « 20 heures »), avec sa propension au « scoop », sa succession de rubriques, ses simulacres d'histoire, sa fabrication d'oubli si rodée qu'elle engendre l'oubli du fait qu'on a oublié, sa propension à s'occuper des « célébrités » et sa manie du « feuilleton ». Il importe en effet de donner de la durée au présent, au lieu d'aller de commémorations en « journées » (de la faim dans le monde, de la solidarité). Les écrivains et les gens de culture ont à cet égard un grand rôle à jouer. Dominique Simonnot s'est attelée à la tâche dans *Plus noir dans la nuit*. Consécutif à une enquête de terrain de trois années, son récit raconte « la grande grève des mineurs de 1948 » et retrace les suites fort peu glorieuses pour l'État et les pouvoirs politiques successifs de cette grève sur une durée de quelque soixante ans. Simonnot rappelle ce qu'était la vie des mineurs dans les cités minières du nord-ouest de la France : la dureté du travail (hommes, femmes et galibots), la pauvreté des familles dans les corons, la peur obsédante des accidents et des coups de grisou, le rôle compensatoire des estaminets, des bals et de la colombophilie (faire voler des pigeons dans le ciel quand on passe ses journées sous terre à respirer de la poussière de charbon), la surveillance permanente des « gardes des mines » (chargés par exemple de commander le lavage des trottoirs et de repérer les « mauvaises têtes »). Ce monde était tout entier sous la coupe des compagnies des mines, les houillères : elles imposaient une hiérarchie sociale et des règlements stricts tant au travail qu'en dehors du travail, maquillaient leur violence institutionnelle sous une fragrante morale cathopaternaliste, sous-évaluaient systématiquement le nombre (accablant) des victimes de la silicose et faisaient tout ce qu'elles pouvaient pour ne pas avoir à payer une rente à la veuve d'un mineur mort. Renommés pour leur résistance face à l'occupant nazi, les mineurs s'engagent dès la libération en

1944 dans l'effort de reconstruction du pays. Mais à l'automne 1948, alors qu'ils demandent en vain un salaire décent (les prix avaient augmenté de 30 % sans que les salaires bougent) et des conditions de travail plus sécuritaires, ils n'ont d'autre choix que de se mettre en grève. Tout le bassin minier débraie. La répression est épouvantable. Le ministre de l'Intérieur, le socialiste Jules Moch, envoie 60 000 hommes armés (de mitraillettes), CRS et soldats, et un certain François Mitterrand, alors secrétaire d'État, fait du zèle en précisant que « *les forces de l'ordre, lorsqu'elles sont assaillies, pourront se défendre après les sommations réglementaires* ». C'est à ce moment-là que naît l'expression « *CRS-SS* », dont l'origine est faussement attribuée à mai 1968 : frappés sans ménagement au cours des interrogatoires, les mineurs ne voient pas la différence entre les coups qu'ils reçoivent des compagnies républicaines de sécurité et ceux qu'ils recevaient deux ou trois années auparavant des Schutzstaffel. Il y a des blessés par centaines et des morts. Les socialistes au pouvoir font tirer sur les ouvriers. Cela dure deux mois, puis les mineurs, dont les familles crèvent de faim,

aucune des entreprises de la région. Et cela dure. Pour les anciens grévistes, la débrouille et la misère deviennent, et pour longtemps, un lot quotidien. Certains d'entre eux se battent pour que soient reconnues la légitimité de leur grève et l'illégalité des mesures dont ils sont l'objet : pendant cinquante ans, ils vont adresser des kyrielles de lettres et d'appels à la classe politique, en vain. En 1981, l'arrivée au pouvoir de la gauche leur donne de l'espoir mais, les procès et les décisions politiques d'autrefois leur collant aux basques, ils sont exclus de la loi d'amnistie stipulant que les travailleurs licenciés à la suite d'une grève puissent obtenir réparation. Ils frappent à toutes les portes, connaissent l'ineffable joie de se faire promener de bureau en bureau et de ministre en ministre, et finissent toujours par être déboutés. Une seule voix dit clairement que leur licenciement était illégal et qu'ils ont droit à « *une reconstruction de carrière* » (c'est-à-dire à une réparation pour les années où on les a empêchés de travailler et de poursuivre leur carrière de mineur avec les degrés d'ancienneté afférents), celle de Robert Badinter, mais la circulaire envoyée par ce dernier en 1984 est – délibérément – restée lettre

socialiste, ne s'est pas mise à lâcher les revendications ouvrières et populaires hier, qu'elle doit être sur ce plan observée et critiquée autant que la droite, autrement dit : qu'il faut empêcher que « la gauche » devienne un simple fétiche langagier et se préserver de l'illusion que ce fétiche constitue une garantie du programme politique qu'on lui associe. Que la refondation d'un espace de pensée politique animé par un progressisme actualisé ne se fera que par une écoute réelle de ce qui se passe sur le terrain, en opposition radicale avec l'autisme et la surdité dont la classe politique, toutes familles confondues, est capable. Que le récit de la souffrance sociale dont ont été victimes les grévistes que Dominique Simonnot *a écoutés et vraiment rencontrés* n'est pas sans lien avec le fait que la région Pas-de-Calais est désormais aux mains du Front national (ce n'est évidemment pas la seule raison').

FLÈCHE DE TOUT BOIS

Analyser les renoncements du hollandisme et la suffisance avec laquelle ils sont donnés comme une sorte de *must* contemporain, faire le récit de la vie des mineurs de 1948 et dresser la liste de ce qu'on leur a fait subir sont des manières de réagir à la mouise ambiante et de préparer l'avenir. Ce ne sont pas les seules, loin de là. Cependant, pour que les mots se convertissent en actions, il faudra des relais, et des passeurs. Sur ce plan, les choses seront ardues. Les réductions de la dépense publique, la montée de l'extrême droite et la politique du gouvernement français ont eu pour effet de mettre à mal ou de supprimer toute une série d'organisations et d'associations socioculturelles qui accomplissaient un rôle fondamental dans l'entretien d'une culture démocratique, laquelle est indispensable sauf à croire que la démocratie se limite à faire une croix dans un carré tous les cinq ans. ┘

La refondation d'un espace de pensée politique animé par un progressisme actualisé ne se fera que par une écoute réelle de ce qui se passe sur le terrain.

renoncent, la mort dans l'âme. Mais ce n'est pas fini. La répression va continuer, en une manière de longue vengeance. Trois mille mineurs sont licenciés (dans un pays où le droit de grève est pourtant inscrit dans la constitution), des procès torchonnés mènent à 1342 condamnations à la prison ferme, les amendes pleuvent, les rétorsions administratives sont légion, nombre de familles sont expulsées des cités. Comme toujours, la violence passe par le langage : dans les médias, la grève est une « *insurrection* », et les mineurs des « *insurgés* ». Et cela continue. Les houillères ont le bras long : on s'arrange pour que les licenciés de la mine ne puissent trouver de travail dans

morte. Dans les années 2000, des avocats, courageux, les aident à porter leur cause au Conseil de prud'hommes de Versailles. En 2005, les mineurs gagnent – ils ne sont plus qu'une trentaine ! – et obtiennent 30 000 euros par famille. Mais la ministre de l'Économie, la très humaine Christine Lagarde, pousse la société des Charbonnages de France et l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs à se pourvoir en cassation, et la décision est cassée. Que montre ce long feuilleton honteux ? Qu'aucun droit, jamais, ne s'est obtenu facilement, du fait de la grandeur d'âme des instances de pouvoir. Que « la gauche », et particulièrement le Parti

1. Une lueur d'espoir apparaît au moment de clore ce compte rendu : cela ne veut pas dire que cela va marcher, mais au moins, ce 11 juillet 2014, Christiane Taubira vient de demander au ministre de l'Économie de « *réparer une injustice jamais réparée* » et d'indemniser les mineurs grévistes de 1948 ainsi que leur ayants droit (vu leur âge, cette dernière précision est très utile !). Le livre de Dominique Simonnot n'est pas pour rien dans cette nouvelle.